

DES ORDURES ET DES HOMMES

DES MÊMES AUTEURS

Mireille Dumas

Parole interdite, Éditions N° 1, 1994.

La France en chansons, Cherche Midi, 2018.

Maire célibataire, Conversation avec André Santini, Cherche Midi, 2019.

AVEC YANN QUEFFÉLEC

Passions criminelles, Fayard, 2008.

Denis Demonpion

Arletty, Flammarion, 1996.

Houellebecq non autorisé : enquête sur un phénomène, Maren Sell, 2005.

Salinger intime. Enquête sur l'auteur de L'Attrape-cœurs, Robert Laffont, 2018 (prix Goncourt de la biographie – Edmonde Charles-Roux 2018).

Arletty/Soehring. Hélas ! Je t'aime. Correspondance inédite, Cherche Midi, 2018.

Houellebecq, la biographie d'un phénomène, Buchet/Chastel, 2019.

AVEC LAURENT LÉGER

Cécilia, la face cachée de l'ex-première dame, Pygmalion, 2008.

Tapie-Sarkozy, les clefs du scandale, Pygmalion, 2009.

Le Dernier Tabou. Révélation sur la santé des présidents, Pygmalion, 2012.

EN COLLECTIF

Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif dirigé par Victor Noir, Denoël, 2005.

L'Amour fou, 17 passions extraordinaires, Maren Sell, 2006.

Amoureuse et rebelle, Textuel, 2008 (préface à la publication de lettres d'Arletty parues dans le même volume que des lettres d'Édith Piaf et d'Albertine Sarrazin).

MIREILLE DUMAS
DENIS DEMONPION

DES ORDURES
ET DES HOMMES

BUCHET • CHASTEL

© Libella, Paris, 2020.

ISBN : 978-2-283-03396-8

AVANT-PROPOS

Il était tard. Deux heures du matin, trois heures peut-être. La soirée, champêtre et chaleureuse sous le ciel de Sèvres, s'était prolongée. La nuit était noire et la route presque déserte. Le taxi se dirigeait vers Paris. À l'approche de la porte d'Orléans, en regardant défiler le paysage, je me fis la réflexion que je ne voyais plus la ville de la même manière. Depuis trois mois, en effet, j'avais commencé une enquête sur la vie des éboueurs, et ma perception en était changée.

Les lueurs blafardes des réverbères, les enseignes scintillant ici et là dans la pénombre, le feu des phares jaunes ou blancs croisés dans l'obscurité ne laissaient rien deviner de l'activité industrielle que les « hommes en vert » déploient sans relâche, quelle que soit l'heure, pour rendre à leurs habitants sans-gêne des villes propres. Un défi toujours recommencé.

J'étais alors en plein tournage d'un documentaire sur les aspects insoupçonnés de cette profession. Souvent perçue comme ingrate, elle est pourtant au cœur de notre quotidien et, par ricochet, on ne peut

plus révélatrice de nos comportements. D'un mégot qu'on jette, d'un papier ou d'une bouteille en plastique qu'on balance par la fenêtre d'une voiture, d'un appareil ou d'un meuble cassé qu'on dépose sur le trottoir, d'un emballage qu'on abandonne dans l'indifférence... l'ordinaire de la négligence. Sans parler du reste. De tout le reste, abyssal.

Cette plongée au cœur de ce métier bouscule bien des idées reçues, et témoigne de la part immergée d'une activité protéiforme dont personne n'a idée.

Réalisatrice et journaliste de terrain dans l'âme, même si c'est en général mes émissions de télévision « Bas les masques » ou « Vie privée, vie publique » que les gens retiennent plus volontiers, j'ai voulu revenir au cœur de ce que j'aime faire. À savoir m'immerger au cœur d'une profession dont j'ignorais tout. Aller à la rencontre de ces hommes et de ces femmes préposés au nettoyage et au ramassage de toutes les ordures que les Français jettent inconsidérément. Je les ai interviewés, longuement. Ils se sont confiés sans artifice.

À travers eux, j'ai pu ainsi prendre le pouls de la société, en rapporter les battements.

Ces professionnels, mobilisés jour et nuit, m'ont aidée. Avec leurs mots simples, percutants, toujours spontanés, ils en disent plus long que bien des discours sur nos (mauvaises) habitudes. Ils nous tendent le miroir de nos propres comportements – un condensé de désinvolture et d'incivilités.

Car les « agents de la Propreté », ainsi qu'on les nomme administrativement, ne sont pas que ces hommes en vert et gilet jaune fluo, agrippés aux

camions-poubelles qui, jour après jour, sillonnent les rues, occasionnant des embouteillages et des concerts de klaxons d'automobilistes impatients. Ces fonctionnaires, qui ramassent quotidiennement trois mille tonnes d'ordures ménagères et d'encombrants dans la seule capitale, ne sont que la partie visible de l'iceberg d'une profession sans laquelle la vie urbaine ne serait qu'un tas d'immondices, comme on en voit dans les pays en voie de développement.

À Paris (deux millions d'habitants intra-muros et trente millions de touristes par an), mais aussi à Marseille, Lyon, Bordeaux, Strasbourg ou Rennes, non seulement les éboueurs permettent de garder les villes agréables à vivre, mais leur action s'inscrit bien au-delà. D'ailleurs, qui pourrait imaginer qu'ils sont confrontés à toute la misère du monde, à ses excès et à sa violence ?

La concentration des événements dans la capitale a d'ailleurs conduit à la création d'une brigade de choc de cinq cents hommes à Paris sur les cinq mille éboueurs recensés ayant le statut de fonctionnaire. Un service unique au monde (que nul ne semble connaître), jour et nuit sur le pont, sous forme des trois-huit. Comme à l'usine. Ils constituent l'équivalent du GIGN dans la gendarmerie nationale, ou du Raid dans la police. C'est « la Fonctionnelle », créée par Jacques Chirac quand il était maire de Paris.

Pour en faire partie il faut passer des tests d'aptitude à exercer le poste, après plusieurs années en atelier, autrement dit dans les arrondissements à collecter les poubelles et à balayer les rues. Car pour remplir

leurs missions, il est recommandé d'avoir le cœur bien accroché. Ce sont eux, en effet, qui, après chaque accident de la route interviennent pour en effacer toute trace, une fois terminée l'intervention des pompiers, des ambulanciers, des policiers. Ce sont eux aussi qui, après les attentats islamistes du 13 novembre 2015, ont été chargés de nettoyer le *Bataclan*, transformé en « rivière de sang » – l'expression est du préfet de police de Paris. Ainsi que les abords du Stade de France et des cafés du 11^e arrondissement de Paris, autres scènes du massacre perpétré ce soir-là.

De même, ces hommes de l'ombre parlent de leurs difficultés et parfois de leurs angoisses à devoir déblayer et détruire, après évacuation par les forces de l'ordre, des campements de migrants ou des squats de SDF. Une fonction à laquelle ils ne sont pas préparés psychologiquement et qui les plonge au cœur de la détresse humaine. Au-delà de leur propre expérience, ils témoignent ainsi de la vie d'une population souterraine inimaginable dans les métropoles, une plongée vertigineuse dans la misère des bas-fonds. « C'est difficile d'enlever à des gens qui n'ont pas grand-chose le peu qu'ils ont », se désole Jean-Paul avant une opération de déblaiement.

Les éboueurs sont les premiers témoins du gaspillage alimentaire exponentiel, qu'il soit domestique ou public. Ils disent, là encore, la difficulté à être confrontés aux plus démunis qui, chaque jour, hantent les marchés des villes pour récupérer les invendus. Ces derniers attendent l'heure de fermeture des grandes surfaces qui, longtemps, ont été autorisées à détruire les produits en

passé d'être périmés, dont ils remplissaient des conteneurs entiers. Une loi le leur interdit depuis peu. Au regard de la menace qui pèse sur l'avenir de la planète, ces montagnes de denrées gâchées posent la question du tri sélectif, de l'environnement, de la transition écologique, thèmes ô combien d'actualité que les politiques ne manquent pas une occasion d'évoquer.

D'autres tâches ingrates, répétées à l'infini, rythment le quotidien des agents de la Propreté : l'effacement des graffitis sur les murs des villes, le décollage des affiches, l'entretien du périphérique la nuit avec le ramassage de toutes sortes de détritiques et de déchets jetés par les automobilistes ou les motards. « Un travail comme un jour sans fin... », pour reprendre la parole de l'un d'eux. À cet égard, tous le disent : les Français n'ont aucun civisme. De Paris à Marseille, le constat est le même : la saleté est partout. Et ce ne sont pas les étrangers interrogés qui diront le contraire.

Dans toutes les villes donnant lieu à des rassemblements importants, le plus gros des détritiques abandonnés sur la chaussée ou les trottoirs – bouteilles par milliers, canettes, emballages de restauration rapide – est balayé, aspiré, broyé par les camions-poubelles. Mais combien de débris de verre et, pire encore, de plastique, finissent dans les fleuves situés tout près ? La Seine, de ce point de vue, est un réceptacle qu'on n'imagine pas.

En effet, l'action des éboueurs, c'est donc aussi le nettoyage des rues après les événements « festifs » et commémoratifs ou les manifestations revendicatives : que ce soit la Marche des fiertés (ex-Gay Pride), le marathon, le défilé du 1^{er} mai, les protestations des

Gilets jaunes depuis novembre 2018 – beaucoup d’agents reconnaissent avoir été sympathisants du mouvement.

La profession évolue techniquement, mais aussi sociologiquement. Longtemps, elle a été composée presque exclusivement d’une population d’immigrés. Ce n’est plus le cas. De plus en plus de personnes optent pour ce travail de voirie au nom de la sécurité de l’emploi, d’horaires et d’un salaire réguliers. Car mieux vaut être éboueur que chômeur. Beaucoup ont même exercé un autre métier auparavant avant d’y renoncer, comme ce moniteur d’auto-école, ce policier, ce commercial dans la grande distribution, ce militaire ou bien encore cette serveuse qui préfère être au service de tous. On est loin du « Si tu rates ta vie, tu es éboueur ». La profession, par ailleurs, se féminise depuis une quinzaine d’années.

La Propreté, comme l’hôpital, la prison, la police, l’armée, n’échappe pas non plus au phénomène de radicalisation, un sujet délicat abordé sans réserve par les fonctionnaires.

Les témoignages recueillis et les parcours de vie se révèlent saisissants. Tous les agents, cependant, ne se livrent pas avec la même facilité. En particulier ceux d’origine africaine qui, pour certains, ont encore du mal à se montrer à visage découvert devant une caméra. Ils ont néanmoins consenti à parler de leur métier. Ils ont quitté leur pays d’origine pour l’Eldorado que semblait leur offrir la France et ont maintenu l’illusion pour leur famille. Au final, ils ont

un peu honte d'apparaître éboueur et de révéler leur véritable profession.

Malgré l'évolution de la société, le regard que nous portons sur ce métier n'est pas toujours tendre ni très respectueux. Ils sont nombreux à s'en plaindre et à le regretter. Pas étonnant, dès lors, qu'il y ait une véritable incidence sur leur vie amoureuse. Car « se déclarer éboueur – pour draguer, c'est toujours pas terrible ! C'était plus simple quand je parlais de mes gâteaux », confesse cet ancien pâtissier.

Si les gens sont égaux devant les ordures ménagères, ils ne se comportent pas tous de manière irréprochable face aux éboueurs – et pas seulement à l'heure d'acheter le calendrier de fin d'année.

Certaines personnes ne se gênent pas pour jeter leurs papiers devant eux en leur disant qu'ils sont « payés pour ça ». « On reste aux yeux de la majorité des gens des *invisibles*. » Un vocable, répété à l'envi, qui témoigne d'un besoin évident de reconnaissance, voire même d'un peu de considération, élémentaire au regard de leur fierté affichée à essayer de maintenir les villes propres.

Une incompréhension mutuelle qui pourrait se résumer ainsi :

Anonymes, nous le sommes pour eux.

Invisibles, ils le sont pour nous.

Aveugles, nous le sommes tous.

M. D.

CHAPITRE PREMIER

LA FONCTIONNELLE, UNE UNITÉ DE CHOC

Le jour n'est pas encore levé. Les lumières de la ville éclairent encore le bitume. Un cycliste, sac au dos, en tenue de sport, se met en roue libre pour gagner un immeuble de verre, de béton et d'acier donnant sur le périphérique nord, porte des Lilas, à un jet de pierre du siège de la DGSE – la Direction générale de la sécurité extérieure. Un quartier sans joie, qui longe la remuante banlieue.

Fabrice, cinquante-deux ans, dont une vingtaine à la Ville de Paris, gare son vélo de course dans un cagibi grillagé fermant à double tour, salue un ou deux lève-tôt comme lui croisés au hasard d'un couloir, glisse une fiche blanche, de la taille d'un ticket de métro, dans la pointeuse manuelle où son nom figure en vert pâle. Il gagne le vestiaire, son casier en fer gris-bleu, pour aller se changer. Il va prendre une douche, échanger quelques saluts, revêtir l'uniforme bicolore de la « Propreté de la Ville », mettre les chaussures de sécurité à œilletons, avant de prendre son service. À 6 heures tapantes. Le règlement ne tolère aucun retard. Il est

dans les temps, bien que demeurant à une quarantaine de kilomètres de là, et rejoint les collègues dans une salle éclairée aux néons. À l'heure de la relève, Jean-Paul, déjà en tenue, vient le saluer. Jérôme G., lui, de l'équipe de nuit, va se coucher.

– Hey, les gars du matin, comment ça va ? lance-t-il à la cantonade.

– Et vous ? dit l'autre, un gobelet de café en carton à la main.

– On vous a laissé Paris propre nickel. Merci de nous le rendre dans le même état, plaisante le premier.

Le décor du local, froid et impersonnel, ne saurait inciter à la détente. Une lumière crue jette son éclat d'un blanc clinique ; pas de confort. Devant de longues tables de cantine en aggloméré blanc, les bancs, durs et étroits, n'appellent pas la station prolongée, encore moins le repos. Certains ont sorti la thermos, d'autres le sandwich, d'autres encore se contentent des gobelets en carton de la machine à café qui tourne à plein régime. Il y a des micro-ondes alignés sur une étagère et, plus bas, des bouilloires électriques. Un modèle standard. Contre un mur, une rangée de réfrigérateurs qui leur permettent de conserver au frais leur musette. Sur les tables, des bancs encore retournés et un sac isotherme.

On parle de tout, de rien, des péripéties des jours passés, du temps qu'il fait. On plaisante. On tue le temps qui reste avant l'appel. On se donne du cœur à l'ouvrage. Le plus jeune de tous, casquette à l'envers, sirote café noir sur café noir qu'il tient serré, en racontant que sa passion consiste à venir en aide aux

animaux abandonnés ou blessés. Un aîné, lui aussi ami des bêtes, le félicite.

Accroché au mur, un écran vante en boucle les engins dernier cri pour garder la ville propre. Et donne la météo en ce mercredi. On a droit à la démonstration d'une microaspiratrice de trottoirs électrique. « Les déchets sont triés par type de matériaux », indique un cartouche. Encore quelques minutes et, après avoir chaussé ses lunettes, le chef d'équipe en sweatshirt gris leur donnera leur feuille de route, les lieux à « traiter », un camp de migrants « comme d'habitude ».

– Tu prends un porteur, tu prends le VL [véhicule léger], tu prends des bottes, dit-il. J'vous laisse faire la répat' des agents, s'il vous en manque, faites-le-moi savoir. Et puis voilà. Comme ça, je vous laisse travailler en paix.

Malgré l'heure matinale, Fabrice a le sourire, un regard doux, un air quelque peu résigné derrière les lunettes de vue. Il fait partie de la Fonctionnelle, l'unité d'élite des éboueurs, le Saint des Saints du service technique de la propreté de Paris (STPP), à l'organisation quasi militaire. C'est pourquoi ceux qui la composent l'ont surnommée le « GIGN de la propreté », en référence au Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale. L'appellation se justifie par la rudesse et la variété des opérations de nettoyage qui lui sont confiées, certaines au débotté. Du déblaiement des grands marchés, boulevard de Belleville et boulevard de La Chapelle, les deux plus grands de la métropole, à l'entretien du périphérique avec effacement des graffitis au karcher, du ramassage des tonnes d'ordures laissées

sur la chaussée dans le sillage des grandes manifestations, qu'elles soient festives comme la Techno Parade et la Marche des fiertés, syndicales comme le défilé du 1^{er} mai ou les cortèges de Gilets jaunes. Ou même des squats de sans domicile fixe.

Qu'il pleuve, qu'il vente, qu'il neige ou que la canicule tape, ils sont de sortie. Samedis et dimanches inclus. Un événement dramatique se produit, inattendu : il est encore et toujours fait appel à eux. Ce fut le cas lors des attentats islamistes de 2015 à *Charlie Hebdo*, à l'*Hyper Casher* de Vincennes et au *Bataclan*. Les agents de la Fonctionnelle sont là pour effacer les traces des crimes ou des sinistres, et redonner à la ville un aspect présentable.

Jacques Chirac était maire de la ville depuis cinq ans quand, en 1982, il a mis sur pied cette brigade spéciale chargée des tâches les plus variées et les plus délicates, mais aussi les plus contraignantes. On n'y entre pas comme à confesse, selon son bon vouloir. Il faut d'abord avoir fait ses preuves comme collecteur de poubelles et balayeur de rues, le B.A.-BA d'un métier qui requiert un certain savoir-faire : contourner une terrasse de bistro, laver les trottoirs sans arroser les passants et les voitures en stationnement. Cela n'a l'air de rien, mais nécessite d'avoir le coup de main.

L'expérience s'acquiert au sein des cent vingt « ateliers » répartis dans la capitale entre quatorze divisions, qui sont la porte d'entrée dans la carrière. Fabrice est passé par là. « Y a quinze ans, quand j'suis arrivé ici, y avait d'la saleté, mais pas à ce point-là. C'est monté crescendo avec l'arrivée de tous ces réseaux sociaux qui

déclenchent des apéritifs sauvages sur les quais. Le matin, c'est vraiment le gros bazar », note-t-il. Les membres des ateliers sont, à la Propreté, responsables du tout-venant : collecte des déchets, lavage des trottoirs et ramassage des encombrants. Un triptyque répétitif, implacable.

Un agent bien noté, comme tout fonctionnaire qui se respecte, et comptant deux ans d'ancienneté dans une division, peut prétendre à postuler à la Fonctionnelle. Ensuite, il lui faudra réussir un concours. Comme chaque fois qu'un agent veut prendre du grade et grimper dans l'échelle sociale et salariale. Pas évident pour tout le monde.

Tous vous le diront, la première qualité requise pour intégrer la Fonctionnelle, la « Fonc » comme ils la désignent entre eux, réside dans la *dis-po-ni-bi-li-té*. Un critère de recrutement qui ne tolère aucun accommodement. Franck Ropers, longtemps numéro trois, chef des équipes tournant vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept selon le principe des trois-huit, l'atteste. « C'est une exigence qui n'est pas discutable ni négociable », affirme cet ancien videur de boîte de nuit au physique d'ascète, partisan du travail sur soi et du « management participatif ». Des sourcils en accent circonflexe sur un visage glabre, pas un cheveu sur le crâne, un front raviné lui donnent de faux airs du défunt Yul Brynner, l'acteur américain d'origine mongole.

Cet amateur d'arts martiaux qui se rêvait champion olympique d'athlétisme a plus de treize ans de boutique, sans jamais avoir manié le balai dans les rues. « Moi, j'ai jamais été éboueur. J'ai été encadrant tout de suite. » Il a commencé comme chef d'équipe.

Et pourtant, s'il se retourne sur son pedigree de fils d'ouvrier « pauvre, très, très pauvre – on va dire très populaire », il considère qu'il s'en est bien sorti. Par sa seule volonté, il s'est arraché à l'école de la rue, et le confesse du bout des lèvres : « Je me suis fait un petit peu tout seul. » Le sport l'a sauvé. Il avait les capacités ; les disciplines de haut niveau l'attiraient. « J'ai toujours rêvé de l'excellence. » Il s'est entraîné à la dure jusqu'à ce que, vers seize ans, seize ans et demi, une blessure grave stoppe son ascension et contre-carre ses aspirations. La période de flottement passée, qui a duré quand même six bons mois, il s'est mis au sport de combat : boxe française, boxe thaï, boxe anglaise, et il a entretenu sa musculature. Avant de réaliser qu'il lui manquait une « dimension spirituelle ». Il s'est alors pris en main, a travaillé le « mental ». La méditation, le yoga et autres disciplines asiatiques lui ont permis d'acquérir la « maîtrise de soi ». Il est même devenu un adepte de l'hypnose. Et surtout du pencak silat, une technique de combat originaire d'Indonésie qu'avec son profil de bonze il maîtrise au point d'en être devenu une figure – ceinture noire. Septième dan, le grade le plus élevé, il a décroché le titre de champion d'Europe et, entre-temps, fondé son académie. Ses démonstrations sur le Net font fureur. « J'ai compris que d'être fort sur le ring, d'avoir de gros muscles, c'est pas forcément ce qui allait m'aider dans mon quotidien. » La parole donc pour convaincre, plutôt que le coup de poing pour « anesthésier des situations potentiellement à risques », une approche méthodologique dont il a usé à la Fonctionnelle.

En parallèle, dans sa vie personnelle d'avant, il a enchaîné les boulots. Garde du corps dans la protection rapprochée de vedettes du show-biz et de la politique pendant des années, il dit avoir alors bien gagné sa vie et s'être bien amusé. Et puis, il a eu des enfants. Sa vie a changé. Dès la naissance de la première, il a réalisé qu'il ne pouvait pas continuer à travailler la nuit s'il voulait la voir grandir et s'occuper de son éducation. C'est là qu'un copain de lycée, employé à la mairie de Paris et avec qui il avait passé un bac technique, lui a suggéré de devenir chef d'équipe. « Il m'a dit ton truc, c'est le relationnel, t'es à l'aise, tu vas t'en sortir. Je te verrais bien manager. » Sur le coup, l'idée de devenir fonctionnaire à la Ville lui a inspiré une moue dubitative. Il a finalement passé le concours, a été reçu et embauché. « J'ai mis en pratique les techniques de management que j'utilisais, et ça a marché. » Et d'ajouter dans la foulée, comme s'il s'adressait à lui-même : « On a tous nos souffrances, on a tous un besoin de reconnaissance, quelque part, on a tous envie de se réaliser au mieux. Donc j'ai reproduit ce que je savais, et j'ai gravi les échelons en passant les concours. » Et il s'est rendu disponible pour assurer le job.

Car la disponibilité n'est pas un vain mot. Le service impose aux agents, en cas d'appel impromptu lorsqu'ils sont d'astreinte, c'est-à-dire mobilisables à tout moment de la journée, d'être en mesure de se rendre sur le lieu de travail en moins de quarante minutes de là où ils se trouvent. « Ce n'est pas cinquante, ni même quarante-cinq ; c'est quarante. On contrôle sur Internet la distance qui les relie au siège de la Fonctionnelle, confie

Franck Ropers. Car on ne peut pas se permettre d'avoir du retard, par exemple quand il a neigé dans la nuit ou qu'il y a du verglas, pour procéder à une opération de salage afin de rendre les rues accessibles. » Un service est d'ailleurs chargé de la veille météo. Parmi les autres imprévus possibles à même de les mobiliser sans crier gare : l'irruption d'une manifestation spontanée, non déclarée en préfecture et donc non officielle, les accidents de la route, les intempéries. Lors des inondations à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) début 2018, des agents se sont relayés en permanence pendant un mois pour prêter main-forte aux pompiers dans l'évacuation de la population, avant de nettoyer les caves et la chaussée couverte de boue et d'encombrants. Franck Ropers appelle ça des « prestations », quelquefois des « grosses actions ». L'écrémage pour rejoindre le rang des élites est sévère.

Ce que confirme Laurent Joux, l'ex-patron de la brigade de l'après-midi, qui compte cent dix-sept agents dans sa section chargée de traiter les manifestations « festives, sportives et revendicatives ». À savoir, parmi d'autres, la Fête de la musique et Paris Plages, l'arrivée du Tour de France sur les Champs-Élysées et le marathon, le défilé du 1^{er} mai et les mouvements de protestation non déclarés des Gilets jaunes. Le nettoyage des marchés est aussi de leur ressort, de même que le ramassage à la pelle des feuilles mortes à l'automne, et le salage des trottoirs et de la chaussée l'hiver.

Placé sous les ordres de Franck Ropers, ce Bourguignon de souche à la barbe poivre et sel précise que le « système d'astreinte hivernale », qui court du 15 novembre

au 15 avril, mobilise 90 % des agents. Il donne lieu à autant de jours de récupération. Cependant, comment faire quand la majorité d'entre eux habite loin du cœur de la capitale, bien au-delà des quarante minutes de distance imparties par contrat, en raison du coût de la vie en métropole et de la cherté des loyers ? Eh bien, pas le choix. Les jours d'astreinte, ils doivent trouver à se loger plus près, chez un parent, un ami, une copine, une relation. Les seniors, ceux qui sont à trois ou quatre ans de la retraite, n'hésitent d'ailleurs pas à louer une chambre d'hôtel. Si par malheur un agent fait défaut, une seule chance lui est offerte de se rattraper. Il n'y a pas de deuxième avertissement possible. Un autre manquement, et la hiérarchie lui retire l'astreinte et les émoluments qui vont avec. « Il y a une grosse perte financière », relève Franck Ropers.

Celle-ci est difficile à chiffrer. Il n'en demeure pas moins que l'un des attraits de la Fonctionnelle, outre la variété des tâches, reste l'octroi de primes, pas négligeables pour améliorer l'ordinaire. Surtout quand on sait qu'à la Propreté un éboueur de quartier débutant est engagé au SMIC, soit 1 202,92 euros net par mois pour trente-cinq heures de travail par semaine. Selon ses années d'ancienneté, un agent peut espérer percevoir dans les 1 300 à 1 400 euros net. C'est le cas de Christophe, vingt-sept ans d'ancienneté en atelier. Il touche 1 900 euros net avec les primes. En revanche, après une vingtaine d'années de carrière dans les troupes d'élite, la rémunération oscille entre 2 000 et 2 400 euros net.

Mais la sanction suprême en cas de manquement est tout simplement le renvoi. « On peut demander à

un retardataire de quitter le service, précise Franck Ropers, car la force de ce système repose sur sa capacité à mobiliser les gens en un temps record. Il exige d'être responsable. Sans engagement moral et physique, on n'y arrivera pas. C'est cette rigueur qui fait notre force de frappe. Si on assouplit les règles et qu'on accorde trop de passe-droits, ça va se déliter, et la Fonctionnelle ne sera plus ce qu'elle est. »

Une fois dans la place, il faut encore faire ses preuves. La voie impérative pour un nouvel entrant est de rejoindre en priorité l'équipe de l'après-midi, le temps d'apprendre à travailler en brigade de dix à trente, selon l'importance de l'intervention, contre deux personnes en division territoriale, de se roder à l'exercice – bref, de véritablement apprendre la spécificité des tâches et le maniement des appareils de nettoyage. « Pour intégrer les équipes du matin ou de nuit, il faut d'abord avoir travaillé un certain temps l'après-midi, s'être formé à différentes techniques », note Laurent Joux, vingt-cinq ans de bons et loyaux services à la Ville de Paris au compteur. Un meneur d'hommes, apprécié de tous. Il a fait ses débuts à la Direction de la prévention, de la sécurité et de la protection (DPSP), un secteur multifonctions de trois mille deux cents fonctionnaires occupés aussi bien à porter assistance aux personnes les plus fragiles qu'à veiller à la « tranquillisation » des quartiers. Ne s'y plaisant pas, cet ancien étudiant en droit a suivi une formation d'agent de maîtrise « environnement, propreté et assainissement », un cursus doté d'une solide partie d'encadrement et de management.

Issu du monde agricole, Laurent Joux aurait bien aimé reprendre la ferme de ses parents. Ils n'ont pas voulu, et l'en ont même vigoureusement dissuadé. À cause des aléas de la profession liés aux incertitudes de l'avenir dans ce domaine, et de la difficulté à gagner décemment sa vie lorsqu'on n'est pas un propriétaire foncier ayant du répondeur. « Ils m'ont forcé à aller aux études, moi, fils de paysans qui ne se voyait pas faire carrière à Paris. Maintenant que j'y suis, je n'ai pas envie de retourner travailler en Bourgogne, mais j'y garde mes attaches familiales. » Avec les années, l'ambition professionnelle est demeurée intacte.

Et puis, la grande ville lui a ouvert d'autres horizons. À la ferme, il n'y avait pratiquement pas de voisins. À Paris, les trottoirs grouillent de tant de milliers de personnes que ça peut en être excitant. Les premiers temps il n'en voyait que les défauts, le bruit, la cohue, le va-et-vient incessant, la saleté aussi. Au fil du temps, il en a perçu les avantages : les cinémas, les salles de spectacle, les musées, la culture. « J'ai appris à l'aimer », admet Laurent Joux. La voix est douce, l'autorité naturelle et cordiale, le sourire facile.

Gâchis alimentaire, le scandale

Par son métier même, Laurent Joux peut témoigner du fait que le gaspillage alimentaire – dont tout le monde parle sur un ton consterné, mais dont assez peu de gens se soucient dans leur pratique quotidienne – n'est pas un vain mot. Il lui suffit de voir les tonnes

de fruits et légumes propres à la consommation et encore fraîchement emballés sous cellophane, certains même parfois importés du bout du monde au mépris du bilan carbone, qui, jour après jour, semaine après semaine, sont déversés directement dans les containers à ordures. Ils sont jetés parce que invendus, périssables, et donc non commercialisables le lendemain ou le surlendemain. Un marché de la taille de celui de Barbès ou de Belleville, les deux plus importants de Paris, peut produire chacun entre douze et vingt tonnes de déchets par jour, tout confondu : produits organiques et emballages.

En France, c'est ainsi, chaque année, dix millions de tonnes de nourriture qui finissent à la poubelle, selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), placée sous tutelle des ministères de l'Environnement, de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Ce gâchis inclut celui généré par les cantines, les hôtels, les restaurants, les marchés, la grande distribution et les foyers, bien évidemment. Il se chiffre en valeur à seize milliards d'euros annuels, soit à peu près autant que la somme débloquée (dix-sept milliards) par le président Emmanuel Macron en réponse à la flambée de protestation des Gilets jaunes.

Les producteurs ne sont pas seuls responsables de cet état de fait. L'Union européenne (UE) a sa part. Les normes qu'elle impose, par le biais de règlements à tout-va, interdisent de vendre des fruits et légumes biscornus, tachetés ou d'un calibre qu'elle n'a pas homologué. Une pêche ou un kiwi de moins de soixante-cinq grammes ne peut être commercialisé, pas plus qu'une

pomme présentant plus de 1,5 centimètre carré de meurtrissures légères. Un règlement d'« exécution » de l'UE du 7 juin 2011 stipule que les fruits et légumes qui sont destinés à être vendus à l'état frais au consommateur ne peuvent être commercialisés « que s'ils sont de qualité saine, loyale [*sic*] et marchande ». Et si le pays d'origine est indiqué.

Le gaspillage se constate aussi à Rungis, le plus grand marché de produits frais au monde, situé dans le Val-de-Marne, banlieue sud de Paris, où des aliments parfaitement comestibles, refusés par les supermarchés, terminent à la poubelle. On ne dit pas qu'ils sont « à jeter » mais « à dégager » – un vocable qui a fait recette en politique depuis que le fondateur du mouvement La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a lancé la mode –, ou encore « à saisir ». En 2017, il y a eu ainsi trois mille tonnes de déchets organiques détruits.

Treize heures ont sonné ce samedi-là boulevard Barbès : le moment du déblaiement des caisses en polystyrène, des cartons, clayettes, cageots vides et denrées n'ayant pas trouvé preneur est venu. Pendant la période du ramadan, le marché a l'autorisation de se prolonger d'une demi-heure. Au loin, dans la perspective, le Sacré-Cœur se dresse dans toute sa blancheur de pierre dure. Les débardeurs remportent ce qui peut l'être. Le sol est jonché d'oranges écrasées, de pommes, de tomates, et de quantité d'autres vivres qui font le bonheur des pigeons picorant frénétiquement. Laurent Joux échange quelques mots avec Aïcha, la trentaine, l'une des cinq premières femmes à avoir

rejoint la Fonctionnelle en 2019. Elle a grandi pas loin du marché, à la Goutte d'Or, dans le 18^e arrondissement, et se dit ahurie par les monceaux de produits balancés à la poubelle. « Il y a énormément de marchands qui jettent des palettes entières de fruits et légumes, dit-elle. Et quand on voit que des gens ne mangent pas à leur faim, on prend conscience que la France ne va pas bien. » Elle prend une caisse de tomates, regarde avec désolation ce qu'il reste. « Tout est à moitié pourri, là. » Des hommes et des femmes s'approchent avec leur cabas pour fouiller dans les cartons et les cagettes abandonnés aux éboueurs et récupérer ce qui peut l'être ; une scène de rue des plus communes par les temps qui courent. Ce sont les biffins, un terme argotique qui désignait au XIX^e siècle les chiffonniers et qui s'applique aujourd'hui à ces recycleurs précaires de denrées alimentaires invendues. Ce jour-là, comme tous les jours, ils sont une soixantaine à être venus fouiller dans les restes pour s'approvisionner. Un symptôme de la paupérisation qu'on aurait tort de croire isolée et qui gagne tous les marchés de France et de Navarre.

« On laisse faire discrètement pour qu'ils puissent se servir, ça évite de gâcher », note un de ses collègues, un balai à la main. Aïcha ajoute : « Quand je vois des femmes, qui sont certainement mères, en train d'essayer de trouver des fruits plus ou moins potables pour remplir leur caddy, j'peux pas, moi, les chasser. Je les laisse ramasser ce qu'elles peuvent. Je vais sur une autre tâche et je reviens un peu plus tard. » Le manège est codé. Sous l'œil attentif de Laurent

Joux, responsable de l'équipe, nul ne trouve à redire ni à bousculer les usages. Le répit accordé aux plus démunis n'empêchera pas le déversement de dizaines et de dizaines de pastèques et de céleris directement dans les bennes, ni de caisses entières de barquettes de fraises et de tomates gâtées, produites en serre en Espagne, en Belgique ou ailleurs, ni même de fruits exotiques importés du Pérou ou de Nouvelle-Zélande.

Sur ce seul marché, quatorze tonnes de marchandises, nourriture et cageots inclus, ont été déversées dans la benne à ordures au moment de démonter les stands. Laurent Joux a fait le calcul.

Même constat sur les petits marchés de quartier. Christophe, affecté à l'« atelier 7 et 8 » des beaux arrondissements, est horrifié par « le gâchis énorme, incroyable » que, chaque semaine, il est amené à constater. Le matin, quand il prend son service, des gens, pas forcément des clochards même s'il y en a, mais plutôt « des gens comme vous et moi », viennent glaner de la nourriture dans les poubelles des immeubles et dans celles des supermarchés. « On les voit faire le plein pour deux, trois, quatre jours, une semaine, rapporte cet ancien employé du fret de quarante-neuf ans, à la Ville depuis plus de vingt-cinq ans. Là, on se dit quand même qu'il y a un gros problème. » Des biffins récupèrent même dans les bacs de la viande à la date de péremption proche ou tout juste échue, qu'ils passent sous le robinet avant de la consommer. « On voit bien qu'ils n'ont pas les moyens d'en acheter », s'afflige Christophe, marié, père de trois enfants, domicilié dans la banlieue nord. Il est entré à la voierie sur

les conseils d'un ami de la famille. « Tu auras une position sûre au niveau emploi », lui avait-il dit pour le convaincre. Las de trimer pour une entreprise de transport aérien à Roissy située loin de chez lui, il avait calculé qu'il gagnerait au change sur le trajet, plus court. Et que les émoluments suivraient : « Je travaille quand même pour avoir un salaire à la fin du mois. » Sur la ruée des pauvres gens qui, aux aguets, glanent, à heures fixes, ce qui autrement serait perdu pour tout le monde, il se montre intarissable. Les vêtements d'occasion recueillent également auprès d'eux un franc succès. Comme, du reste, les habits déposés dans les points relais qui fleurissent ici et là sur les trottoirs.

Depuis le temps qu'elle est affectée à ce travail, Aïcha, qui se rend à son travail en trottinette électrique, cheveux frisés au vent et sur le dos un sac en toile rouge grenat, ne parvient pas à s'y habituer. « Je suis toujours frappée par le gaspillage. Ça me fait mal au cœur de voir tout ce gâchis, qui pourrait être donné à des associations ou à des personnes en précarité qui ne mangent pas à leur faim et en sont réduites à faire les poubelles pour se nourrir. » Une réflexion de bon sens qui avait frappé le député de la Mayenne Guillaume Garot, auteur d'une proposition de loi relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire. Celle-ci, promulguée le 11 février 2016, oblige désormais les grandes surfaces à donner leurs invendus alimentaires « encore consommables » aux associations. Sans quoi, un distributeur est passible d'une peine d'amende de

3 750 euros. Selon une ordonnance gouvernementale d'octobre 2019, les collectivités sont également priées d'emboîter le pas à la grande distribution.

Depuis, les dons ont progressé en moyenne de 20 %, sans résoudre pour autant le problème. « Les durées de péremption sont de plus en plus courtes, et les difficultés d'acheminement et de stockage font que ce sont les associations qui se retrouvent à jeter », explique Laurence Gouthière, chargée de la lutte contre le gaspillage alimentaire à l'ADEME. Au regard de la gabegie alimentaire colossale, les mesures incitatives pour la réduire se révèlent très insuffisantes. Le rapport d'évaluation de la loi Garot observait en juin 2019 que « la politique publique » en la matière a été « amorcée », mais, ajoutait-il lucide, « elle est encore loin d'être parachevée ». Le texte invitait la France à « aller plus loin » pour « éviter de continuer à gaspiller » des denrées comestibles, tout en préservant une « protection sanitaire sans faille » du consommateur.

Le modèle de l'hypermarché n'est pas exempt de défauts. Il encourage les ménages à acquérir des denrées périssables par lots de douze, à coups de promotions « alléchantes largement financées par la pratique de prix trop bas » que subissent les fournisseurs, au premier rang desquels les agriculteurs. C'est écrit noir sur blanc dans le rapport d'évaluation du gaspillage alimentaire. Alors, que faire de plus et comment ? Supprimer les normes européennes envahissantes, contraignantes et souvent absurdes ? La Commission européenne l'a fait en 2009 sur vingt-six produits, dont les artichauts et les aubergines qu'on jetait lorsqu'ils

avaient une forme irrégulière. Mais pareille décision sur l'ensemble des produits frais provoquerait une pression à la baisse sur les prix d'achat aux producteurs. Ni Bruxelles ni les gouvernements nationaux ne le souhaitent, de peur de déclencher une jacquerie dans un monde agricole déjà à cran.

Face à ce qui s'apparente à une aberration économique, écologique et sanitaire due aux coûts de production des denrées et de leur transport par bateaux, camions, avions, chemins de fer, de l'utilisation de produits phytosanitaires pour produire toujours plus, et de la fabrication d'emballages divers en carton, plastique, bois, etc., des particuliers s'organisent. Vincent Justin, quarante-six ans, architecte d'intérieur diplômé de l'école Boulle, en avait assez d'entendre les discours alarmistes sur la planète en danger, sans que les paroles soient suivies par des actes. « L'urgence écologique ne peut pas attendre dix, vingt ou trente ans », dit-il, assurant n'avoir jamais été un militant écologiste. Avec son complice et associé, Charles Lottmann, ils ont mis en place un réseau d'épiceries et de supérettes originales, « NOUS anti-gaspi », dans lesquelles ils vendent à des prix défiant toute concurrence des invendus alimentaires récupérés auprès des grossistes et des producteurs. Des fruits et légumes « moches », parce que tavelés, fanés, pas lavés, vendus en vrac pour limiter le gaspillage d'emballages, mais également des jambons et des fromages, des saumons fumés et des filets de hareng des meilleures marques n'ayant pas l'aspect ou le poids imposés par les normes européennes. Et d'autres produits encore, frappés par la

superproduction ou un changement commercial de packaging.

Chez eux, un kilo de pommes de terre nouvelles Agatha, présentant pour défaut l'apparition d'un simple germe, revient au consommateur à 75 centimes d'euros contre le double, voire plus, en supermarché. Un kilo de pommes, toutes variétés confondues, coûte 1,50 € contre 3,95 € ailleurs ou 5,20 € sur les marchés bios. Seniors, étudiants, familles nombreuses composent la clientèle. « Nous, ce qu'on vise, c'est mélanger les populations en proposant des produits de qualité à des personnes ayant un petit budget ou à celles qui partagent nos valeurs contre le gaspillage », explique Vincent Justin, rencontré dans son magasin parisien. Il prend une endive pour en retirer les feuilles abîmées, ramasse une étiquette tombée par terre, jette un coup d'œil sur les rayonnages, rajuste l'exposition d'un produit. « En venant ici, je paie 30 à 40 % de moins que dans la grande distribution », calcule le réalisateur Jean-Paul Mari, ancien grand reporter à *L'Obs*. Le premier magasin a ouvert en mai 2018 à Rennes. Sur les huit existants, la majorité l'a été en Bretagne, parce qu'elle est la première région agroalimentaire de France. Dans chacun, il s'écoule en moyenne trente tonnes d'aliments par mois. C'est autant de moins de gaspillé. Une goutte d'eau, néanmoins, quand on songe aux centaines de tonnes de fruits et légumes que les éboueurs ramassent et mettent chaque semaine à la poubelle.

Sur le site de l'ADEME, on voit dans un saladier une salade, deux tomates cerises, un radis. Et au-dessus,

un slogan : « Je serais verte de finir à la poubelle. » De quoi sourire ; et pourtant, les chiffres sont édifiants : en France, on trouve dans les ordures ménagères de chacun des foyers l'équivalent de trente kilos de déchets alimentaires par habitant et par an, dont sept kilos de produits encore emballés. À l'échelle de la population française, c'est énorme. Et à celle de la planète, vertigineux.

Les manifs, ça peut déraper

Le traitement des déchets disséminés en amont ou dans le sillage des manifestations publiques parisiennes constitue une autre part importante de l'activité des éboueurs quand on sait que, rien qu'à Paris, il y en a, chaque année, trois cents à caractère festif en plus de la soixantaine d'épreuves sportives (semi-marathon, marathon, arrivée du Tour de France, etc.) et de tournages de films, presque aussi nombreux. À l'occasion de prises de vue réalisées à la Cité de la mode et du design, la production exigeait que pour une scène une laveuse produise un effet mouillé. Les agents du nettoyage jugent, du reste, qu'il y a des missions plus agréables que d'autres... C'est le cas des courses à pied qui recueillent majoritairement leur assentiment, en raison du spectacle offert. « Moi qui suis sportif, l'événement qui me marque, c'est le marathon de Paris, se réjouit Franck Ropers. Je ne vous cache pas que j'aime voir les athlètes. » Il n'en demeure pas moins que comme ces événements

déplacent les foules, les rues sont parsemées de bouteilles d'eau vides que badauds ou participants ont utilisées et d'emballages de coupe-faim avalés comme carburant jusqu'à la ligne d'arrivée.

La Marche des fiertés a aussi la cote. Il suffit d'apercevoir Laurent Joux, sourire aux lèvres dans cette ambiance bon enfant, en grande discussion avec un gaillard en perruque d'un rose tirant sur la barbe à papa, et en robe de mariée bouffante découvrant des mollets galbés, sous l'œil de deux créatures en tenue tout aussi excentrique. L'une est en casquette, slip et soutien-gorge, chaussettes rouges, l'autre en short moulant rouge et argent scintillant comme une boule à facettes de boîte de nuit, un harnachement de plumes de chef sioux sur la tête. « C'est le genre d'événement supersympa et très agréable, souligne Franck Ropers. La seule complication, c'est que les gens sont là pour s'amuser et quand on s'amuse, on s'envole un peu, on ne maîtrise donc pas toujours ses mouvements. À nous, dès lors, d'être vigilants. »

Récurrentes et classiques, déclarées en préfecture, ces manifestations ne présentent guère de difficultés et assez peu d'imprévus. Il faut juste être à pied d'œuvre tôt le matin et faire en sorte qu'une fois les acteurs de ces rassemblements dispersés les voies soient dégagées pour que la circulation automobile reprenne son cours le plus vite possible. La préfecture y veille. Rien ne se passe sans que celle-ci, en liaison avec le service de la DPSP municipale, ait son mot à dire, ses exigences à faire valoir, ses instructions à donner. Les forces de l'ordre sont tout particulièrement sur le qui-vive

pour les événements à caractère syndical (fête du 1^{er} mai, mais surtout manifestations contre les projets de réforme divers du gouvernement et autres mobilisations fédérant le mécontentement), susceptibles de dégénérer, un risque pour les éboueurs de se retrouver pris au piège d'éventuelles échauffourées.

En pareille occasion, outre les inévitables bouteilles en plastique et canettes de bière, emballages de restauration rapide et papiers gras, un foisonnement de tracts et prospectus revendicatifs, d'autocollants et de ballons gonflables multicolores se retrouvent abandonnés sur les trottoirs et la chaussée. Sans parler des corbeilles de rue en acier galvanisé débordant d'immondices et au sac plastique crevé, qui répandent leur contenu sur le bitume. Souvent, même avant que ne s'ébranle le cortège, les caniveaux débordent de bouteilles en plastique et de canettes écrasées, au milieu d'une constellation de mégots.

En 2019, la fête du Travail tombait un mercredi. Laurent Joux, chef des équipes de l'après-midi, était de service. Il suivait avenue des Gobelins le cortège protestataire à bonne distance d'éventuels débordements ou de scènes de violence, conformément aux consignes de sécurité de la préfecture, quand sa route a croisé celle de son collègue de la nuit, Dramane, délégué CGT, la silhouette dégingandée, en sweat à capuche, foulard et casquette. Les deux hommes se donnent l'accolade.

- Tu as bien manifesté ?
- Oui, depuis 10 heures, répond Dramane.
- Tu t'es pas trop fait gazer ?

– Ah si, grave.

Pogne contre pogne, ils échangent ce geste viril de sympathie réciproque.

– T’as vu, on a été écolo. On n’a pas trop fait de déchets, plaisante Dramane.

– Par contre, il y a eu un peu de casse, observe Laurent Joux, fidèle au poste. Tu peux pas mettre une paire de gants et venir nous aider maintenant ?

Dramane s’est éloigné dans un grand rire, complice. À la Fonctionnelle, il dit être le seul à avoir participé à ce jour de mobilisation.

Au coin d’une rue, du côté de Montparnasse, un vendeur de brins de muguet a dressé son étal, un rappel discret de la solennité commémorative du moment et du retour du printemps.

En cette seule journée, neuf tonnes de détritrus ont été ramassées. « Il faut absolument être efficace et rapide, commente Aïcha, volubile. On ne peut pas s’endormir derrière la manif. On court, on inhale la poussière, on fonce, on fonce. On n’a pas le temps de souffler ni de réfléchir. Notre travail est d’avancer pour rendre les rues praticables tout de suite après. »

Selon un rituel éprouvé, les agents de la Propreté, postés à environ trois cents mètres de la fin du cortège, interviennent à mesure que progresse le défilé. À l’aide de souffleuses, grosses comme deux fois un aspirateur domestique, ils amassent les détritrus qu’un grappin monté sur un petit bulldozer charge dans un camion-benne. Une organisation sans bavures. Des saletés volettent près d’une terrasse de bistro bondée : « Y a trop de monde, attention de ne pas envoyer des ordures

sur les clients », prévient Vincent, à pied d'œuvre derrière le cortège. Dans l'indifférence des manifestants, Aïcha, gênée par la poussière et les premiers pollens, éteint un instant sa machine pour se moucher. Ses grosses boucles d'oreilles rondes et ses grands yeux noirs lui donnent un air de Gitane. « Quand je mets le masque, j'ai l'impression que je respire moins bien qu'avec le pollen », dit-elle dans un rire. Vincent tousse : « Moi aussi, je suis allergique au pollen. »

À la Fonctionnelle, ce jeune homme de vingt-cinq ans, du poil au menton, incarne la relève générationnelle. Il est le benjamin des effectifs. Parce qu'il aime voyager, son rêve le plus cher était de devenir conducteur de train, mais il a « loupé » les tests d'embauche. Un bac pro électrotechnique et le brevet d'études professionnelles (BEP) qui va avec n'ont pas suffi à le propulser dans les Chemins de fer. Alors, il s'est rabattu sur ce qu'il a pu : le service de la Propreté de la Ville de Paris. Deux ans d'atelier à balayer et à collecter les poubelles, une promotion à la clé – il y a pire. « Mon papa est lui-même éboueur », dit-il, un sourire pâle sur les lèvres. Ce dernier lui a conseillé de suivre ses brisées. Quatre ans après, il n'en éprouve aucun regret, en raison de la stabilité de l'emploi. Tant pis s'il lui faut parcourir chaque jour ouvré vingt-cinq kilomètres pour rejoindre son travail. Il habite à Yerres (Essonne), la ville de Nicolas Dupont-Aignan, laquelle compte à son patrimoine l'ancienne propriété familiale du peintre Gustave Caillebotte, mécène des impressionnistes.

Et pourtant, Vincent le reconnaît, il était loin d'avoir la « vocation ». Il trouvait ce métier un peu « sale » et

« dégradant ». Il s'était même persuadé que le destin vous condamne à ramasser les saletés des autres quand on a raté l'école. « Je voulais justement réussir à l'école pour pas faire comme papa. » Au concours d'entrée, sur les plus de quatre mille candidatures, il a réussi haut la main les épreuves écrites et, dans la foulée, l'oral passé devant un jury de cinq personnes, ainsi que les tests physiques. Un véritable parcours du combattant consistant à pousser des poubelles remplies de quarante kilos de gravats et à porter des sacs de vingt-cinq kilos sur le dos dans un temps donné. Il a montré qu'en termes d'endurance, de muscles et de force psychique combinés il avait du ressort.

Sur le plan de la sécurité, les manifestations ordinaires qui, à intervalles réguliers, se déploient dans les rues de la capitale ne posent pas de difficultés particulières. Pas comme celles, sauvages parce que non déclarées en préfecture, déclenchées via les réseaux sociaux – la spécificité des Gilets jaunes. Il n'est quelquefois pas facile de suivre. Y compris pour les forces de l'ordre, en raison de la mobilité des black blocs, un groupuscule de choc d'ultragauche ayant infiltré leurs rangs, et de la capacité de ces derniers, casqués, masqués, tout de noir vêtus, entraînés à la guérilla urbaine, à surgir là où on ne les attend pas.

Qu'un bon nombre d'agents de la Fonctionnelle aient éprouvé de la sympathie pour le mouvement de protestation contre les fins de mois difficiles et les augmentations de carburant et de contribution sociale, que certains d'entre eux aient rejoint ses rangs en dehors

du service, Franck Ropers, ex-membre de la direction, en convient. Mais il préfère ne pas en entendre parler. « Ils ont leurs opinions. Je leur demande de ne pas trop en parler parce que ça peut créer des microconflits qui peuvent devenir de gros conflits. Forcément, chacun a son idée de la chose. Mais le devoir de réserve fait qu'on ne parle pas de politique, ni de religion. »

« En signe de solidarité avec les Gilets jaunes du début, ceux qui travaillent pour un salaire indexé sur le SMIC et ne s'en sortent pas », Aïcha – qui, elle, s'en tire seulement grâce à ses heures supplémentaires – n'en a manqué aucun. Tantôt au sein du cortège de manifestants, tantôt avec ses collègues mobilisés pour ramasser les ordures. « Donc, j'ai porté le gilet jaune tous les samedis. J'ai été très sage, j'ai même pas insulté un policier », dit-elle en riant.

La jeune femme, comme les autres, se fait du reste un point d'honneur à souligner qu'elle n'a jamais rien dégradé, et encore moins cassé lors de ces samedis de protestation exacerbée. « On n'est pas maso à ce point », ajoute Aïcha.

Il n'est, cependant, pas rare que les agents de la Propreté se retrouvent confrontés à des violences urbaines entre policiers et manifestants. Jusque-là, et c'est heureux pour eux, sans jamais avoir été directement pris à partie comme le sont, parfois, les pompiers au cœur de l'action. Il n'empêche que lorsqu'il y a de la casse, du saccage de vitrines et de magasins, des palettes et des barrières de chantier incendiées, des abribus et autre mobilier urbain fracassés, des pavés arrachés, ce sont eux qui collectent les débris et les

restes carbonisés, redonnant à la ville son air tranquille – une mission de déblaiement qui s'éternise souvent tard dans la nuit.

Leur réprobation des violences s'exprime à l'unisson. Tous sont d'accord pour dénoncer la fermeture des services publics de proximité – l'hôpital, la poste, le commissariat, l'hôtel des impôts, la disparition du médecin de campagne –, mais l'« anarchie », ça, jamais. « Non et non, je n'accepte pas qu'on incendie les voitures des gens qui doivent aller travailler le lundi, s'emporte Fabrice de la Fonctionnelle, syndiqué CGT. Parce que nous, on en a enlevé des voitures calcinées, on a vu dans quel état était le quartier. »

« Il y a eu un samedi, note un autre agent, la rue, elle était démontée. » Comme l'avenue des Champs-Élysées, mise à sac le samedi 16 mars 2019 par une bande de black blocs. Les décombres occasionnés par l'incendie du restaurant *Le Fouquet's*, par le pillage des magasins et par la destruction du mobilier urbain ont été chargés au bulldozer par les éboueurs, avant d'être déversés hors de Paris, sur un terrain vague. Le tri a ensuite été confié à une entreprise privée spécialisée dans le traitement des déchets.

Jérôme F., seize ans de métier dont onze à la Fonctionnelle, réproouve vivement, quant à lui, la déprédation qui a marqué le deuxième samedi d'action des Gilets jaunes, le 1^{er} décembre 2018. Les processions ne sont pas son fort, mais là, il n'a pas digéré qu'on s'en prenne à l'Arc de Triomphe, qu'on saccage et brise le moule de Marianne, emblème de la République, et qu'on en tague les parois d'une foulditude de

slogans : « Augmenter le RSA » (le revenu de solidarité active), « L’ultradroite perdra », « Les Gilets jaunes triomphent ».

Quand il est arrivé sur place pour effacer les traces de l’outrage, il a eu le sentiment que « c’était la guerre ». « Il n’y a pas d’autre mot pour décrire ce que j’ai vu. C’était très impressionnant », dit-il. « Taguer l’Arc de Triomphe, c’est inadmissible ! » Il s’est aussi fait la réflexion que détruire pour détruire sur les Champs-Élysées les enseignes de luxe ne mène à rien et prive les gens qui travaillent de leur emploi le temps des réparations. « Casser, c’est pas une solution », constate cet ancien employé commercial d’une chaîne de grande distribution. Il passait les commandes de marchandises auprès des producteurs, gérait les stocks, dressait l’inventaire. Un jour, il en a eu marre. « J’en ai eu assez du confinement. » La vie de bureau, finalement, très peu pour ce fils de fonctionnaire de police de Seine-et-Marne. La mère s’occupait des enfants. Ils étaient trois. Lui voulait vivre « au grand air ». Comprendre : en extérieur. La Ville de Paris lui a ouvert les bras. En sautant le pas, il a gagné au change : il est mieux payé. En moyenne 2 300 euros net par mois, consent-il à dire, non sans réticence à parler d’argent.

Lendemain de fête et gueule de bois

Le soleil s’est levé sur la capitale. C’est lendemain de fête. La veille, le 21 juin, ça a dansé sur le parvis des droits de l’homme, place du Trocadéro, juste en face

de la tour Eiffel, au rythme d'une samba lascive. La sono a donné plein gaz et la fête de la musique battu son plein. Il y avait foule. Une foule compacte, jeune et extasiée. Qui, à mesure que la nuit avançait, a pu distinguer dans le tintamarre et les vapeurs d'alcool allant crescendo un air de flûte, des accords de guitare, les cymbales d'une batterie.

Ce matin-là, Paris a vraiment la gueule de bois. Le sol est jonché de centaines de bouteilles de vin rouge, de vodka, de boissons moins recommandables encore, vides, de packs de bière en pagaille, de sachets de gâteaux apéritif et de paquets de chips éventrés. Au nombre de mégots écrasés, on peut voir que ça avait fumé. Et pas que de la gauloise filtre.

Plus loin, en amont, sur les quais de la Seine, qui ont été eux aussi pleins à craquer, le tempo a été plus ou moins le même. À l'aube, des bouteilles et des canettes de boissons énergisantes sont alignées par dizaines sur le parapet d'un pont, tout prêt de tomber à l'eau sur laquelle une péniche glisse dans le silence. Un sacré coup de vent pourrait tout faire basculer dans le fleuve. Sur le pavé, la myriade de bris de verre, impossibles à compter, scintille. « Une vraie scène de désolation », observe Jérôme F. Non loin, flottent le cul en l'air toujours plus de bouteilles et des sacs plastique à l'enseigne de grandes surfaces. Nul n'a semblé s'en soucier. À la vue des os de poulet et des emballages en aluminium, il est clair que les fêtards se sont choisis pour menu un repas chaud. Des restes de baguettes moulées traînent ici et là, au milieu de bouteilles d'alcool fort et de bière, pour certaines inentamées.